

Trump : candidat des pauvres, président des riches ?

L'électorat populaire blanc dans l'attente



Corentin SELLIN

Juin 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-728-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Couverture : © eddtoro/Shutterstock.com.

Comment citer cette publication :

Corentin Sellin, « Trump : candidat des pauvres, président des riches ? L’électorat populaire blanc dans l’attente », *Potomac Papers*, n° 30, Ifri, juin 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Potomac Papers

Le programme Amérique du Nord de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *Policy Papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri.

Auteur

Corentin Sellin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé d'histoire et professeur en classes préparatoires aux grandes écoles (lycée Gerville Réache, Basse-Terre, Guadeloupe).

Il anime le blog « Il était une fois en Amérique ».

Résumé

Les sondages de sortie des urnes permettent aujourd'hui de préciser le profil des électeurs de Donald Trump en novembre 2016.

Comme on pouvait s'y attendre, le candidat républicain a d'abord remporté les suffrages des électeurs habituels du Grand Old Party (GOP) : les États des Plaines (Wyoming, Dakota du Nord, Nebraska), les banlieues blanches aisées, les catégories aisées en général et bien sûr le vote traditionnaliste des évangéliques.

Mais Trump y a ajouté, et c'est la raison de sa victoire, les Blancs de la *working class* – cette dernière définie par le Bureau du recensement comme les personnes de plus de 25 ans n'ayant pas de diplôme d'université de niveau bac +4. Ces classes populaires blanches représentaient 90 millions de personnes en 2015.

Trump a trouvé ces électeurs à la fois dans les États pauvres des Appalaches (Kentucky, Virginie Occidentale et Tennessee) et en Floride ; mais surtout dans les États désindustrialisés de la *Rust Belt* : les *swing states* d'Ohio et d'Iowa, ainsi que les États traditionnellement démocrates du Michigan, du Wisconsin et de la Pennsylvanie qui ont basculé en sa faveur. En effet, alors que la campagne Clinton tendait à ignorer ces électeurs et ces régions, Donald Trump les a activement ciblés, développant un projet de remise en cause du libre-échange et le fantasme d'un retour à l'Amérique blanche et industrielle des années 1950 et 1960.

Le président Trump sera-t-il fidèle aux promesses antisystème faites à cet électorat ? Le bilan est pour l'instant mitigé.

Ses engagements anti-*big business*, anti-Wall Street et anti-Washington semblent en tout cas peu suivis. Dès sa campagne en effet, et malgré ses discours, Trump s'est tourné vers les grands donateurs traditionnels du GOP, notamment dans les secteurs de l'énergie et de la finance. Pendant la période de transition présidentielle (novembre 2016-janvier 2017), il a engagé dans son gouvernement plusieurs anciens responsables de Wall Street et accepté de larges donations de la part de lobbyistes de Washington. Depuis qu'il siège à la Maison-Blanche, le président Trump a enfin mis en œuvre par décret une large entreprise de dérégulation dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement, de la finance et du fonctionnement de l'État.

Donald Trump a cependant maintenu avec obstination ses projets anti-immigration, anti-libre échange et anti-Obamacare – même si les cours de justice ont invalidé le « Muslim Ban » et que les divisions du GOP rendent le remplacement de la loi santé d’Obama quasi impossible (cette promesse de campagne allant sans doute par ailleurs à l’encontre des intérêts de ses électeurs *working class*). Le président populiste n’a donc pas encore trahi toutes les promesses faites aux classes populaires blanches.

Abstract

Exit polls from the November 2016 election allow us to profile Donald Trump's electoral base with great accuracy.

As could be expected, the Republican candidate won the votes cast by the traditional GOP base: the Great Plains states (Wyoming, North Dakota and Nebraska), affluent White suburbs, affluent categories in general and of course, evangelical Protestants.

The reason Trump won the election is that he also won the vote of the white working class, defined by the U.S. Census Bureau as white people aged over 25 without a university degree. This group represented 90 million people in 2015.

Trump attracted these constituents both in the impoverished states of Appalachia (Kentucky, West Virginia and Tennessee) and in Florida; but also in the deindustrialized states of the Rust Belt: the swing states of Ohio and Iowa, as well as the traditionally Democratic states of Michigan, Wisconsin and Pennsylvania. Indeed, while Clinton's campaign tended to ignore those constituents and those regions, Donald Trump actively targeted them, promoting an anti-free trade agenda and the fantasy of a return to the predominantly white industrial America of the 1950's and 1960's.

Will President Trump stand by the anti-establishment promises he made to this electorate? The results so far are mixed.

His anti-big business, anti-Wall Street and anti-Washington commitments appear to be somewhat forgotten already. During the campaign, and despite its rhetoric, Trump turned to the main traditional GOP donors, especially in the energy and finance sectors. During the presidential transition (November 2016-January 2017), he selected Wall Street executives for cabinet positions and accepted large donations from Washington lobbyists. Finally, since he has been in the White House, President Trump has launched by executive order a massive deregulation project in the energy, environment and finance sectors, as well as in the federal government.

Donald Trump has, however, persevered in his anti-immigration, anti-free trade and anti-Obamacare stances –even if the “Muslim Bans” have been declared invalid by the courts and if GOP divisions make the replacement of Obamacare extremely complex (although an Obamacare repeal would likely contradict the interests of the middle class). Trump has not yet betrayed these promises to the white working class.

Sommaire

INTRODUCTION	7
UNE COALITION RÉPUBLICAINE INÉDITE	9
Une victoire de l'Amérique blanche dans sa diversité	9
Une coalition inédite pour un Républicain ?	11
Une campagne multiforme	13
LES CONTRADICTIONS NÉES D'UNE VICTOIRE INATTENDUE	16
Un mandat populaire faible et inégalement réparti sur le territoire ..	16
Trump et le parti républicain : une alliance de circonstances	17
La difficile synthèse des équipes de Trump	19
DES DÉBUTS DIFFICILES FACE À DES ATTENTES DIVERGENTES	21
Immigration et libre-échange : les impératifs politiques décalés de la <i>working class</i> blanche	21
L'abrogation de l'Obamacare, symbole des contradictions	23
Trump, un conservateur classique au service du <i>big business</i> ?	25
CONCLUSION	28

Introduction

Contrairement à une perception entretenue *ex post* par les médias, l'échec des sondages d'intention de vote à prévoir la victoire de Donald Trump lors des élections de novembre 2016 ne fut que très relatif. Trump était donné perdant de 3,3 points en moyenne à l'échelle nationale au matin de l'élection¹ et il s'inclina finalement de 2,1 points dans les résultats définitifs du vote populaire. À l'échelle des États, seul le basculement tardif du Wisconsin, du Michigan et de la Pennsylvanie, trois États traditionnellement démocrates, passa complètement inaperçu de sondages locaux qui entretenirent la campagne d'Hillary Clinton dans une illusion pernicieuse. Cependant, en n'emportant que 46,1 % du vote populaire, Trump a gagné 2 626 des comtés étatsuniens contre 487 seulement pour Clinton.

Si l'effet de surprise est lié au filtre du collège électoral² qui inversa le résultat du vote populaire, la victoire de Trump était surtout inattendue par rapport aux deux élections de Barack Obama en 2008 et 2012. Ces dernières confirmaient la thèse, devenue célèbre, de Ruy Teixeira et John Judis, d'une majorité émergente favorable aux Démocrates³. Cette coalition nouvelle des femmes, des minorités, des cadres diplômés et des jeunes devait assurer – à condition de conserver une proportion suffisante de la *working class* blanche⁴ – une domination démocrate durable sur le paysage politique. Après la réélection d'Obama, les politistes démocrates Greenberg et Gardner avaient même amplifié cette thèse en évoquant dès

1. Agrégateur de sondages Realclearpolitics.com au 8 novembre 2016, disponible sur : www.realclearpolitics.com.

2. L'élection présidentielle aux États-Unis, qui obéit au suffrage universel indirect, s'organise dans 48 des 50 États (sauf le Nebraska et le Maine) par une répartition non proportionnelle des grands électeurs. Chaque candidat arrivé en tête du scrutin dans l'État gagne l'intégralité des grands électeurs de cet État. En gagnant de très peu (moins d'un point d'écart à chaque fois) la Floride, la Pennsylvanie, le Wisconsin et le Michigan, Trump a reçu 75 grands électeurs, soit 37 % de ceux nécessaires à une majorité. Lire N. Cohn, « Why Trump Had an Edge in the Electoral College? », *New York Times*, 19 décembre 2016.

3. J. Judis et R. Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, New York, Simon and Schuster, 2002.

4. La *working class* blanche est définie aux États-Unis par le Census Bureau comme étant la population blanche n'ayant pas de diplôme d'université (bac +4 ou plus). D'après les calculs de l'auteur à partir des données du Census Bureau, cela représenterait 42,2 % de la population adulte de plus de 25 ans en 2015, soit environ 90 millions d'habitants des États-Unis. Les termes de « *working class* » ou de « classes populaires » sont utilisés indifféremment dans cette étude. Plus d'informations disponibles sur : www.census.gov.

2010 « un électorat américain montant » (« *the rising American electorate*⁵ ») : à l'avenir, les démocrates profiteraient, selon eux, de la croissance démographique rapide des femmes non mariées, des minorités et des jeunes de moins de 35 ans (*millenials*).

Ces thèses sont largement invalidées par la victoire de Trump, alors même que leurs hypothèses démographiques sont confirmées. En 2016, l'électorat non blanc représentait 29 % du vote total (28 % en 2012, 19 % en 2000) dans les sondages de sortie des urnes⁶. Pourtant, avec une marge inchangée par rapport à Romney dans l'électorat blanc national, Trump est parvenu cette fois à faire basculer dans le camp républicain six États clés (Ohio, Iowa, Floride, Pennsylvanie, Wisconsin, Michigan) gagnés par Obama en 2012. Dans ces États, Trump augmente nettement la marge d'avance qu'avait remportée Romney dans l'électorat blanc⁷.

Dès lors, plusieurs questions se posent :

- Quels sont les électorats blancs mobilisés par Donald Trump ? L'attraction forte qu'il exerce sur la *working class* blanche (sans diplôme d'université) est-elle nouvelle pour un candidat républicain ?
- Dans quelle mesure la coalition électorale réunie par Trump est-elle cohérente politiquement, par exemple entre le ciblage des classes populaires blanches dans la *Rust Belt* et le soutien de donateurs milliardaires ?
- En quoi l'échec évident de Trump dans ses 100 premiers jours de mandat⁸ relève-t-il de l'incohérence de sa coalition électorale ?

5. Voir par exemple: S. Greenberg et P. Gardner, « How to Talk about the Economy with the Rising American Electorate », 3 juin 2011, disponible sur : www.voterparticipation.org.

6. Des sondages de sortie des urnes (*exit polls*) sont réalisés depuis 1976 le jour même de chaque élection présidentielle, pour connaître le profil socio-démographique des votants. Ils constituent la principale source pour analyser les évolutions détaillées de l'électorat d'un scrutin à l'autre. Les *exit polls* du 8 novembre 2016 menés par Edison Research pour le *National Elections Pool* sont consultables sur : www.nytimes.com. Pour les *exit polls* des précédentes élections présidentielles, consulter : <https://ropercenter.cornell.edu>.

7. Au Wisconsin, Romney avait gagné de 3 points chez les Blancs en 2012, et Trump de 11 points en 2016. En Ohio, la marge républicaine dans l'électorat blanc est doublée de 16 à 32 points entre 2012 et 2016.

8. Au centième jour de sa présidence, Trump obtient 43 % d'approbation dans le baromètre Gallup qui permet les comparaisons historiques. Au même moment de son mandat, Clinton était à 55 %, George W. Bush à 62 % et Barack Obama à 65 %. Voir P. Gerhard, « Presidential Job Approval Ratings Following the First 100 Days », *The American Presidency Project*, Santa Barbara (CA), University of California, John T. Woolley and Gerhard Peters Ed., 1999-2017, disponible sur : www.presidency.ucsb.edu.

Une coalition républicaine inédite

Une victoire de l'Amérique blanche dans sa diversité

L'apport des classes populaires blanches des États clés à une coalition républicaine classique

Trump a d'abord conservé les places fortes républicaines acquises depuis Reagan : sur les 2 200 comtés qui n'ont pas voté Obama en 2008 et 2012, Clinton n'en a emporté que trois. Si les États ruraux des Plaines très faiblement peuplés (Wyoming, Nebraska, Dakota du Nord et du Sud) ne sont même plus contestés par les Démocrates, Trump a conforté l'avantage des Républicains dans les comtés périurbains blancs et aisés des grandes aires métropolitaines du Sud et du Midwest. Il l'emporte nationalement (à 50/45) dans ces comtés suburbains, d'après les sondages de sortie des urnes, quand Romney y avait prévalu avec 50 % des suffrages estimés contre 48 % pour Obama en 2012.

Trump a également retrouvé l'électorat blanc aisé. D'après les *exit polls*, il l'emporte dans la catégorie de revenus de 100 000 à 200 000 dollars par an et fait jeu égal avec Clinton pour les revenus annuels de plus de 200 000 dollars. Enfin, il est parvenu à obtenir le meilleur score d'un candidat républicain depuis Reagan chez les Blancs évangéliques, avec 81 % de voix dans ce bloc électoral décisif dans le Sud.

Mais ces piliers de toute coalition républicaine n'avaient plus suffi face à la coalition Obama. La particularité et la force de Trump tiennent donc à sa percée auprès de l'électorat blanc *working class* dans les États flottants (*swing states*). Comme le remarquait John Judis dans une défense de sa théorie de la majorité émergente⁹, la victoire de Trump est aussi une conséquence de l'abandon des classes populaires blanches, surreprésentées dans certains de ces États clés, par les Démocrates.

9. J. Judis, « Why Identity Politics Couldn't Clinch a Clinton Victory? », *Washington Post*, 11 novembre 2016.

Trois États de la Rust Belt au cœur de la victoire de Trump

Trump a gagné les trois *swings states* traditionnels – Ohio, Floride et Iowa – qui changent de parti tous les 4 ou 8 ans depuis 1992, en y ajoutant trois États de la *Rust Belt* industrielle – Michigan, Wisconsin, Pennsylvanie –, qui pour leur part n'ont pas voté pour un candidat républicain depuis 1992. Or, ces trois derniers États ont pour trait commun une proportion d'électorat populaire blanc beaucoup plus forte qu'à l'échelle nationale : 47 % au Wisconsin, 42 % au Michigan et 40 % en Pennsylvanie contre 34 % aux États-Unis selon les sondages de sortie des urnes. Dans chacun de ces trois États, Trump a considérablement augmenté la marge de victoire de Romney en 2012. Au Wisconsin, Romney l'avait emporté à 50/48 contre Obama parmi la *working class* blanche. Trump l'aurait emporté selon les *exit polls* par 62 % contre 34 %. Cela reflète l'avantage considérable pris par Trump à l'échelle nationale dans cette *working class* blanche (67 % à 39 %), bien au-delà de la marge historique des Républicains depuis Reagan dans cet électorat.

Trump ne s'est pas contenté d'augmenter la marge républicaine dans la classe populaire blanche de la *Rust Belt*, il y a aussi « surmobilisé » ses électeurs par rapport à Romney en 2012. Certes, au Wisconsin, Trump l'emporte sur Clinton avec moins de voix que Romney perdant en 2012. Mais dans les 11 comtés dans lesquels la participation électorale a augmenté, Trump gagne au contraire largement, avec 58,5 %¹⁰. D'ailleurs, dans ces trois États (Wisconsin, Michigan, Pennsylvanie) et plus largement dans la *Rust Belt*, on retrouve le plus de comtés qui ont basculé entre un vote Obama en 2012 et un vote Trump en 2016. Sur 218 comtés qui ont changé leur vote dans le pays, 22 sont au Wisconsin, 12 au Michigan, 3 en Pennsylvanie. Ces comtés décisifs présentent tous le même profil socio-démographique : une très forte majorité blanche, avec une forte proportion d'électeurs non diplômés d'université. Au Michigan, le comté qui a connu l'effet de balancier le plus important est celui de Lake où le résultat final est passé d'un avantage de 5 points pour Obama en 2012 à 23 points d'avance pour Trump en 2016. Ce comté de Lake a une population blanche non hispanique à 85,4 % et seulement 9,1 % de diplômés bac +4 (contre 29,8 % à l'échelle nationale).

10. Calculs de l'auteur. Parmi les 11 comtés où la participation a augmenté au Wisconsin entre 2012 et 2016, tous ont une population blanche à 90 % ou plus.

Une working class blanche industrielle et rurale

Néanmoins, ces classes populaires blanches ralliées à Trump dans la *Rust Belt* présentent des caractéristiques géographiques différentes. Trump a conquis le fameux comté ouvrier de Macomb au Michigan regroupant la couronne périurbaine de l'aire métropolitaine de Détroit-Warren-Dearborn et de ses industries automobiles. Mais il a aussi repris beaucoup de comtés ruraux très faiblement peuplés, par exemple au nord du Wisconsin (Lincoln, Sawyer, Forest). Trump a augmenté le vote des comtés ruraux en faveur des Républicains, en y recueillant 62 % du vote contre 59 % à Romney en 2012. À l'échelle nationale, dans les comtés ruraux ou de moins de 2 500 habitants urbains qui ne sont pas à proximité d'une aire métropolitaine, Trump l'a emporté sur Clinton avec 70,6 % des voix¹¹.

Cette distinction entre un électorat blanc *working class* rural et son équivalent urbain ou périurbain amène à se demander si Trump a formé une coalition inédite ou s'il n'a fait que « surmobiliser » des électeurs déjà républicains.

Une coalition inédite pour un Républicain ?

Une suprématie républicaine confortée chez les Blancs pauvres des Appalaches

Le succès de Trump dans les classes populaires blanches rurales et pauvres n'est pas nouveau pour un Républicain. Ainsi, dans les trois principaux États du sillon appalachien – Kentucky, Virginie Occidentale, Tennessee –, les Républicains n'ont plus perdu depuis 1996. Mais quand Romney avait battu Obama en moyenne de 23,3 points dans ces trois États en 2012, la marge de Trump fut de 32,9 points en 2016. Et Trump a réalisé ses plus hauts scores nationaux dans les comtés les plus pauvres de ces trois États, là où la part des Blancs dans la population totale est la plus forte. Dans le comté de McCreary au Kentucky, le plus pauvre des États-Unis et avec une population blanche à 89,3 %, Trump a reçu 86,6 % des voix, 6 points de

11. Le comté est aux États-Unis la principale subdivision administrative de chaque État dans laquelle des autorités locales élues exercent un pouvoir décentralisé (par exemple, le shérif pour le maintien de l'ordre). Il ne doit pas être confondu avec le district, circonscription électorale utilisée pour l'élection des représentants à la Chambre du Congrès fédéral. On se réfère ici à la classification du ministère étatsunien de l'Agriculture (USDA) qui classe en neuf catégories les comtés métropolitains par taille de la population et les comtés ruraux par degré d'urbanisation et proximité des aires métropolitaines. Hillary Clinton n'a été majoritaire que dans une seule catégorie : les aires métropolitaines de plus de 1 million d'habitants. Plus de détails sur : www.ers.usda.gov.

mieux que Romney en 2012. Cette intensité d'adhésion des Blancs pauvres des Appalaches au milliardaire new-yorkais Trump a beaucoup interrogé tellement elle semble impensable.

Dans ces régions rurales blanches des Appalaches et du Sud, l'élection d'Obama, premier président afro-américain, aurait accentué l'impact politique du ressentiment racial selon le politiste Michael Tesler. La couleur de peau du président Obama aurait conduit les électeurs blancs non diplômés à abandonner les Démocrates désormais perçus comme favorisant les minorités raciales et à s'identifier davantage avec le Parti républicain¹².

L'électorat ouvrier de la Rust Belt

Mais cette racialisation du ressentiment de la *working class* blanche est moins pertinente dans les nombreux comtés industriels du Nord-Est à forte majorité blanche qui ont élu et réélu Obama comme celui de Macomb au Michigan. En 1985 déjà, le politiste et sondeur Greenberg avait enquêté sur le basculement du comté ouvrier de Macomb en faveur de Ronald Reagan¹³. Il popularisa le terme de « *Reagan democrats* » pour désigner les électeurs ayant délaissé leur solidarité de classe pour la défense des valeurs morales promue par Reagan. En 1985, l'électorat démocrate ouvrier (*blue collar*¹⁴) du comté de Macomb se plaignait surtout d'être abandonné par le Parti et de ne plus avoir de champion pour le protéger face à la désindustrialisation. Or, en mars 2017, Greenberg est retourné interroger 35 électeurs de la *working class* blanche du comté de Macomb qui avaient voté pour Obama en 2008 et 2012. Ils ont choisi Trump en 2017 et on retrouve chez eux beaucoup de critiques identiques à celles de leurs prédécesseurs de 1985. Ils estiment que Trump combattrait pour eux et ramènera les emplois disparus à cause des traités de libre-échange¹⁵.

La principale force électorale de Trump en campagne fut de mobiliser ces comtés ruraux et des petites villes de banlieue de l'Amérique industrielle blanche du Nord-Est et des Grands Lacs.

12. Voir M. Tesler, « How Racially Resentful Working Class Whites Fled from the Democratic Party », *Washington Post*, 21 novembre 2016, et « The Return of Old-Fashioned Racism to White Americans' Partisan Preference in the Early Obama Years », *Journal of Politics*, vol. 75, n° 1, janvier 2013, p. 110-123.

13. Étude reprise dans : S. Greenberg, *The Middle Class Dreams*, New Haven, Yale University Press, 1996, chapitre 2.

14. Les emplois *blue collar* (cols-bleus) désignent tous ceux affectés à la production de marchandises. Selon le *think tank* Center For Economic and Policy Research, ils représentent 13,7 % de tous les emplois aux États-Unis en 2016.

15. S. Greenberg, « Macomb County in the Age of Trump », disponible sur : www.democracycorps.com.

Une campagne multiforme

Séduire l'électorat ouvrier blanc de la Rust Belt

Trump a ciblé les États industriels de la *Rust Belt* pourtant acquis aux Démocrates depuis longtemps. En Iowa, Ohio, Wisconsin et Michigan, Trump passa plus de jours en campagne que Clinton après qu'ils eurent décroché leurs nominations respectives. Pour sa part, Hillary Clinton ne prit pas le temps d'un seul passage au Wisconsin malgré les alertes lancées à sa campagne par les syndicats et associations locales. Dans cette campagne spécifique à la *Rust Belt* et à l'électorat blanc ouvrier, Trump privilégia les comtés particulièrement victimes de la Grande Récession, des délocalisations et des licenciements. En Pennsylvanie, il fit par exemple de grands meetings à Harrisburg le 1^{er} août et à Erie le 12 août 2016. La municipalité de Harrisburg avait fait faillite en 2011 et Erie vit General Electric, le plus gros employeur de la ville et du comté, licencier en 2013 puis 2015 2 000 de ses 4 500 employés.

Dans ces villes ainsi qu'en Ohio, au Michigan ou au Wisconsin, Trump promettait l'abandon des traités de libre-échange qui avaient particulièrement pénalisé leurs emplois industriels et une guerre commerciale contre la concurrence déloyale de la Chine accusée de manipuler sa devise. Ce protectionnisme était la vraie originalité du programme de Trump par rapport aux précédents candidats républicains Jim McCain et Mitt Romney, défenseurs d'un libre-échange orthodoxe. En 2012, Romney dénonçait l'échec d'un Obama qui n'avait pas engagé les négociations d'un seul traité de libre-échange en 4 ans¹⁶. En 2016, dans un grand discours à l'usine Alumisource de Monessen en Pennsylvanie, Trump rendait deux accords de libre-échange associés aux Clinton – l'ALENA et l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – responsables de la destruction de presque un tiers des emplois manufacturiers américains depuis 1997¹⁷.

Cette opération de séduction de la *working class* blanche des États industriels est aussi passée par une organisation de campagne différente des précédents candidats républicains. Ainsi, en Pennsylvanie, Trump avait le double des bureaux de terrain de Romney, les installant dans les villes moyennes et rurales et pas seulement dans les banlieues de Philadelphie et

16. Discours de Mitt Romney au *Virginia Military Institute* du 8 octobre 2012, disponible sur : www.politico.com.

17. Discours de Donald Trump à Monessen le 28 juin 2016, disponible sur : <http://time.com>.

Pittsburgh. Cela correspondait aussi à la volonté de Trump de ne pas dépenser trop d'argent dans sa campagne et de ne pas en lever beaucoup auprès des gros donateurs milliardaires. Trump voulait, auprès de la classe populaire blanche, apparaître comme différent du personnel politique habituel et capable de changer le *statu quo* à Washington. Trump n'a finalement levé « que » 334,8 millions de dollars pour sa campagne quand Romney leva 474 millions en 2012. Mais Trump avait reçu 26 % de cette somme sous forme de donations de moins de 200 dollars, contre 16 % pour Hillary Clinton et 5 % à peine pour Romney en 2012¹⁸.

Trump put ainsi, et surtout dans ces villes industrielles moyennes de la *Rust Belt*, se présenter comme le candidat « du peuple » par opposition à une Clinton prisonnière des élites. Cette thématique a eu un impact fort sur l'électorat populaire blanc. Trump a comblé, par son discours et sa stratégie de campagne, l'absence de représentation politique de la *working class* blanche qui a presque disparu du personnel politique¹⁹.

...sans négliger les liens privilégiés avec le Big Business

Mais Trump, malgré un financement moins dépendant des gros donateurs milliardaires et des Super PAC, n'a pas négligé les traditionnels appuis du Parti républicain parmi les grands patrons d'industries. Même s'il fut le plus grand donateur de sa propre campagne, Trump a pu ainsi compter sur des soutiens majeurs dans le secteur de l'énergie. Dès le printemps 2016, Trump a été conseillé par Harold Hamm, le milliardaire des gaz de schiste au Dakota du Nord, 60^e fortune mondiale. Sur son conseil, Trump a plaidé durant la campagne pour une indépendance pétrolière et gazière des États-Unis, fondée sur des forages supplémentaires et une dérégulation complète du secteur de l'énergie (avec la suppression, par exemple, du moratoire sur la production d'hydrocarbures sur les terres fédérales)²⁰.

Malgré ses dénonciations régulières de la finance et de Wall Street, on retrouva aussi parmi ses plus gros donateurs Robert Mercer qui avait soutenu massivement Ted Cruz lors des primaires républicaines. La firme de *hedge fund* de Mercer, Renaissance Technologies, a donné 15,5 millions

18. Chiffres compilés par le *Washington Post* au 31 décembre 2016 : www.washingtonpost.com.

19. Moins de 2 % des membres du Congrès étatsunien sur le dernier siècle ont une expérience professionnelle de *working class*. Voir N. Carnes et N. Lupu, « Do Voters Dislike Working Class Candidates? Voter Biases and the Descriptive Underrepresentation of the Working Class », *American Political Science Review*, vol. 110, n° 4, novembre 2016, p. 832-844, disponible sur : <http://people.duke.edu>.

20. Discours-programme sur l'énergie de Donald Trump à Bismarck (Dakota du Nord) le 26 mai 2016, disponible sur : www.donaldjtrump.com.

de dollars à tous les PAC et Super PAC soutenant Trump, devenant de loin la plus grande firme donatrice. Et Mercer leur a donné à titre personnel environ 3,4 millions de dollars. Ce milliardaire libertarien, hostile à l'État et aux régulations, a beaucoup influencé la campagne de Trump, introduisant dans son programme des promesses de dérégulation et de baisse d'impôts pour les plus riches²¹. Le plan de réduction d'impôts annoncé par Trump début octobre 2016 permet ainsi aux firmes organisées en « *pass through* » – c'est-à-dire dans lesquelles les profits des actionnaires sont imposés comme revenus personnels au taux spécial de 15 %, comme beaucoup de *hedge funds* – d'échapper à l'impôt sur les sociétés. Une analyse du plan fiscal de Trump par le *think tank* Tax Policy Center début octobre 2016 démontrait qu'il aboutirait pour les 0,1 % de revenus les plus élevés à une baisse moyenne de leurs impôts équivalente à 14,2 % de leur revenu après impôt, contre 0,8 % de baisse pour les 20 % de revenus les moins élevés²².

Cette ambivalence d'un Trump en campagne pour séduire à la fois la *working class* blanche déclassée et les milieux d'affaires devait amener de nombreuses contradictions une fois la victoire acquise.

21. Sur l'influence majeure de Robert Mercer sur le Parti républicain puis la campagne Trump, voir : J. Mayer, *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires behind the Rise of the Radical Right*, Doubleday, New York, 2016, et J. Mayer, « The Reclusive Hedge-Fund Tycoon behind the Trump Presidency », *The New Yorker*, 27 mars 2017.

22. Plus d'informations sur : www.taxpolicycenter.org.

Les contradictions nées d'une victoire inattendue

Un mandat populaire faible et inégalement réparti sur le territoire

Trump, champion d'une Amérique blanche et rurale

Trump a gagné beaucoup de moins de suffrages qu'Hillary Clinton. Ce n'est pas une nouveauté historique mais cette situation s'était surtout produite à des époques où le président avait moins de pouvoir²³. Plus inédit, William Frey relève fin mars 2017²⁴ que, si Trump a gagné 84 % des comtés étatsuniens, ils comptent 31 millions d'habitants de moins que les 16 % gagnés par Clinton. En 2000, quand Al Gore avait devancé George W. Bush dans le vote populaire, les comtés gagnés par Bush avaient néanmoins 16 millions d'habitants de plus que les comtés pro-Gore. Par conséquent, l'« Amérique de Trump », celle qui l'a porté au pouvoir, ressemble peu au pays. Les Blancs *working class* y sont surreprésentés (deux tiers des Blancs sans aucun diplôme ou avec un diplôme de lycée habitent dans un comté gagné par Trump). Les minorités et les diplômés y sont sous-représentés.

Trump, élu par les États-Unis du passé ?

Ce mandat populaire étroit de Trump rejoint la faible insertion de sa base électorale dans les territoires productifs des États-Unis. Deux politistes de la Brookings Institution, Mark Muro et Sifan Liu, ont établi que les comtés gagnés par Clinton réalisent 64 % du PIB des États-Unis contre 36 % pour ceux de Trump, pourtant 6 fois plus nombreux²⁵. Et les deux auteurs soulignent le décalage entre les promesses électorales de Trump tournées

23. Avant Gore/Bush en 2000, les trois précédents cas de décalage entre vote populaire et résultats du collège électoral concernaient les présidentielles de 1824, 1876 et 1888. En 1876, Tilden, le candidat démocrate, reçut plus de 50 % des suffrages exprimés mais ne fut pas président.

24. W. Frey, « A Substantial Majority of Americans Live outside Trump Counties, Census Shows », *The Avenue*, Brookings Institution, 23 mars 2017.

25. M. Muro et S. Liu, « Another Clinton/Trump Divide: High Output America vs. Low Output America », *The Avenue*, Brookings Institution, 26 novembre 2016.

vers le passé à l'attention de ces comtés ruraux ou de petites villes et leur besoin d'insertion dans une économie moderne de la connaissance.

Comme le note Justin Gest dans un livre récent²⁶, Trump flatte la nostalgie constitutive de la sensation de déclin de la classe populaire blanche avec son slogan « *Make America Great Again* ». Et ses promesses de retour des emplois manufacturiers dans la *Rust Belt* industrielle ou de retour de charbon dans les mines des Appalaches confortent les anciens ouvriers blancs dans l'espoir d'une résurrection de leur communauté. Cette nostalgie de la *working class* blanche a d'ailleurs été mesurée comme un des facteurs majeurs d'adhésion à Trump selon un rapport du Public Religion Research Institute (PRRI) en mai 2017²⁷. Dans cette enquête, 17 % à peine des membres de la *working class* blanche vivant toujours dans la communauté où ils ont été élevés jugent leur qualité de vie meilleure aujourd'hui que durant l'enfance.

Un véritable décalage existe entre les aspirations de l'électorat de Trump et la force du mandat délivré par l'élection du 8 novembre. Il est accentué par les dissonances entre Trump et le parti dont il était le nominé.

Trump et le Parti républicain : une alliance de circonstances

Un mariage de raison

Trump ne fut accepté qu'*in extremis* par un Parti républicain dont il fut tout au long de sa vie un membre épisodique²⁸. Il avait construit sa nomination lors des primaires du premier semestre 2016 sur un défi permanent à toutes les institutions organisées et par des provocations verbales fortifiant son image publique d'outsider – surtout auprès de l'électorat populaire blanc. Refusant obstinément tout pivot ou recentrage pour l'élection générale, ce qui conforta un autre trait de personnalité – la force de caractère –, Trump poursuivit ses outrances en dépit des remontrances de la direction du Parti républicain et de ses élus nationaux.

26. J. Gest, *The New Minority. White Working Class Politics in an Age of Immigration and Inequality*, Oxford, Oxford University Press, 2016, 248 pages.

27. D. Cox, R. Lienesch et R. Jones, « Beyond Economics: Fears of Cultural Displacement Pushed the White Working Class to Trump », *PRRI/The Atlantic Report*, publié le 9 mai 2017, disponible sur : www.prii.org.

28. Entre 1987 et 2012, Trump fut successivement inscrit sur les listes électorales de Manhattan comme républicain, indépendant, démocrate, républicain, indépendant puis de nouveau républicain depuis 2012.

Cela produisit une rupture sans précédent historique contemporain entre le nommé Trump et son parti. Ainsi, 12 sénateurs républicains en exercice ne votèrent pas pour Trump (même si la plupart choisirent d'inscrire le nom du vice-président Pence sur leur bulletin), tout comme le gouverneur de l'Ohio John Kasich et 8 de ses collègues gouverneurs. Cette rupture, qui augure mal de la collaboration du président avec les majorités républicaines du Congrès, est d'ailleurs visible dans des résultats moyens pour les élections parlementaires en 2016. Les candidats au Sénat ont pu bénéficier d'un effet d'entraînement (*coattail*²⁹) dans les États où Trump a surmobilisé l'électorat des classes populaires blanches, comme au Wisconsin avec la réélection-surprise du sénateur Johnson. Mais les majorités républicaines ont été réduites de six sièges à la Chambre et de deux sièges au Sénat, quand l'élection de Reagan en 1980, par exemple, avait abouti à des gains républicains de 34 sièges à la Chambre et de 12 au Sénat.

La coalition de Trump n'est pas celle des Républicains

Si la victoire présidentielle apporta un baume momentané sur les relations entre le président élu et son parti, elle ne masque pas la différence de leurs électors. Ainsi, Trump l'a emporté dans 12 districts électoraux qui ont élu dans le même temps un représentant démocrate. Ces 12 districts sont localisés majoritairement dans la *Rust Belt* et le Midwest industriels – Minnesota, Pennsylvanie, Iowa et Wisconsin – et démontrent que la séduction du message protectionniste auprès de la *working class* ouvrière blanche n'est pas synonyme d'adhésion au Parti républicain traditionnel.

En revanche, les Républicains ont pris ou gardé 23 sièges de représentants dans des districts gagnés par Clinton. On remarque qu'un tiers de ces 23 districts partagés sont parmi les 50 plus riches aux États-Unis pour le revenu moyen de leurs habitants et parmi les 50 plus dotés en diplômés bac +4³⁰. Le positionnement spécifique de Trump pour la *working class* blanche à faibles revenus l'a donc en partie coupé d'un électoral républicain fortuné et diplômé plus traditionnel qui est mieux représenté au Congrès.

29. L'effet de *coattail* désigne le surplus de votes induit par un candidat présidentiel pour tous les autres candidats de son parti vers le bas du bulletin (*down the ballot*), puisque l'on vote aux États-Unis le même jour et en même temps pour la présidence, les élus du Congrès et divers scrutins locaux.

30. Selon les données de l'*American Community Survey* du Census Bureau en 2014. Parmi les 50 districts les plus riches pour le revenu moyen par tête et parmi les 50 districts avec le plus grand nombre de bac +4, on en retrouve 8 qui ont voté Clinton et sont représentés par un Républicain au Congrès.

Dès son élection, et malgré des gestes de conciliation lors de sa transition, avec par exemple la nomination du patron du Comité national républicain Reince Priebus comme *chief of staff* de la Maison-Blanche, Trump ne semblait pas devoir disposer d'une majorité conforme à son programme. Par ailleurs, cette période de transition fait déjà ressurgir les contradictions fortes entre les électors de Trump.

La difficile synthèse des équipes de Trump

Un cabinet en contradiction avec la campagne

La formation du gouvernement (*cabinet*) de Donald Trump entre novembre 2016 et janvier 2017 révèle sa difficulté à faire coexister ses différents engagements électoraux. L'électorat populaire blanc le voyait comme capable de changer les modes de fonctionnement à Washington³¹ et de rompre les relations incestueuses entre les grands donateurs et la représentation politique. Or, Trump s'est empressé de peupler sa future administration de milliardaires et de grands patrons. Au 15 décembre 2016, Trump avait nommé six de ses plus gros donateurs à des postes avec rang de ministres quand ils avaient donné ensemble 11 millions de dollars à sa campagne.

L'administration Trump se construit aussi autour d'amis et familiers new-yorkais issus des milieux d'affaire. C'est ainsi que Trump offre des postes clés à d'anciens hauts dirigeants de la banque d'affaires new-yorkaise comme Goldman Sachs, Steven Mnuchin (Trésor) et Gary Cohn (conseiller économique du président), ainsi qu'à l'avocat de la banque Jay Clayton (Securities and Exchange Commission³²). Pendant sa campagne, Trump ne ratait pourtant jamais une occasion de dénoncer les discours rémunérés de sa rivale Clinton auprès de Goldman Sachs, comme il l'avait fait auparavant des liens financiers de Ted Cruz avec la banque employant son épouse.

31. Dans l'enquête post-électorale du Pew Research Center sur les attentes des électeurs de novembre 2016, 89 % des électeurs de Donald Trump disaient qu'il changerait la manière de fonctionner de Washington. Plus de détails sur : www.people-press.org.

32. La Securities and Exchange Commission (SEC) est l'équivalent de l'Autorité des Marchés Financiers en France.

Une moralisation de la vie publique en trompe-l'œil

La transition présidentielle a également dévoilé les contradictions entre le discours électoral de Trump envers les classes populaires blanches et sa pratique du pouvoir. Le 17 octobre, à la fin de la campagne, il avait lancé le slogan « assécher le marécage » (« *Drain the swamp* ») pour évoquer la moralisation des pratiques politiques. Il proposait un plan en 5 points comportant une interdiction de 5 ans de lobbying pour les anciens hauts fonctionnaires ainsi que pour les anciens élus représentants et sénateurs³³. Il décida aussi, après quelques atermoiements, de bannir les lobbyistes de son équipe de transition.

Cependant, contrairement à ce qu'avait fait Obama en 2009, Trump accepta de recevoir des donations de lobbyistes pour sa transition. Le *think tank* non partisan, Center for Public Integrity, a établi qu'une douzaine de grands lobbyistes, dont J. Steven Hart (qui fut renvoyé de son équipe de transition³⁴), avait donné environ 30 000 dollars à Trump for America, l'organisation à but non lucratif chargée de sa transition. Au total, Trump for America a reçu 6,5 millions de dollars, dont beaucoup de donateurs milliardaires, stigmatisés par Trump durant sa campagne³⁵.

Avec un certain nombre de premières promesses délaissées, la période de transition du président Trump annonçait la difficulté qu'il aurait à exercer le pouvoir en satisfaisant les attentes contradictoires de ses électeurs.

33. L'interdiction temporaire de lobbying pour les anciens élus nécessiterait le passage d'une loi *ad hoc* du Congrès.

34. J. Steven Hart supervisait le ministère du Travail lors de la transition présidentielle de Trump avant d'en être renvoyé pour ses évidents conflits d'intérêts. Plus d'informations sur : www.publicintegrity.org.

35. *Ibid.*

Des débuts difficiles face à des attentes divergentes

Immigration et libre-échange : les impératifs politiques décalés de la *working class* blanche

Des promesses tenues

L'électorat blanc populaire de Trump l'attendait particulièrement sur les questions d'immigration et de protection économique et sociale. Dans les *exit polls* du jour de l'élection, chez les électeurs pour lesquels l'immigration était le sujet le plus important, Trump l'emporta à 64 %. Et dans un sondage post-électoral du Pew Research Center, l'immigration était le deuxième sujet que les électeurs de Trump voulaient voir traiter par le président derrière la réforme de l'assurance maladie. Cette revendication de la *working class* blanche sur l'immigration est expliquée par le politiste Justin Gest³⁶ par sa perception d'un déclin dans la hiérarchie sociale et d'une nouvelle centralité des populations immigrées qui les concurrencent. L'immigration est considérée comme responsable de la perte d'influence et de prestige de la classe populaire blanche qui vit dans la nostalgie d'une période (les années 1950 et 1960) où elle profitait d'une hiérarchie sociale organisée autour de l'emploi industriel.

Trump, aiguillonné par son conseiller politique Steve Bannon, théoricien de la défense de l'identité blanche de la *working class*, a vite exaucé les vœux de ce groupe électoral. Le 25 janvier, un mémorandum présidentiel invitait le Département de la Sécurité intérieure à utiliser ses fonds disponibles pour construire une « large barrière physique sur la frontière sud » avec le Mexique. Et le lendemain, Trump publiait un décret présidentiel suspendant pour 90 jours l'entrée d'immigrants venus de sept pays de culture musulmane d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient³⁷. Mais ce décret présidentiel, vite rebaptisé « *Muslim Ban* », fut jugé

36. J. Gest, *The New Minority. White Working Class Politics in an Age of Immigration and Inequality*, op.cit., p. 185-186.

37. Les sept pays visés par le premier « *Muslim Ban* » sont la Syrie, l'Irak, le Soudan, la Somalie, le Yémen, la Libye et l'Iran.

inconstitutionnel par une Cour d'appel fédérale le 9 février. Une seconde version, allégée, fut à son tour suspendue sur tout le territoire national par un juge fédéral de district d'Hawaï à la mi-mars.

Un agenda nationaliste et protectionniste qui isole Trump

Ce double échec de Trump a révélé combien son agenda « *working class* » serait difficile à appliquer à cause de la marginalité politique de cet électorat et de la sous-représentation institutionnelle de celui-ci dans les contre-pouvoirs. Dans un sondage Quinnipiac du 22 février 2017, 53 % des sondés désapprouvaient le premier décret présidentiel sur l'immigration, mais 61 % des sondés des classes populaires blanches l'approuvaient au contraire. Après le second blocage par le tribunal fédéral d'Hawaï, le soutien dans l'opinion publique pour le « *Muslim Ban* » chute encore tandis que les électeurs de la *working class* y restent attachés³⁸.

Cette divergence entre la majorité de l'opinion publique et les classes populaires blanches est un piège politique pour Trump. En tenant les promesses faites auprès de l'électorat blanc *working class* décisif dans sa victoire, il s'éloigne du centre de l'opinion publique.

Parmi les facteurs de sa victoire passés inaperçus, Trump avait gagné les électeurs indépendants, qui ne se déclarent ni républicains ni démocrates, avec 48 % contre 42 % à Clinton. Il aurait surtout réduit l'écart chez les électeurs modérés (ni libéraux ni conservateurs) face à Clinton, par rapport à Romney contre Obama en 2012³⁹. Malgré ses outrances, Trump avait donc réussi à attirer un vote modéré. Mais les attentes de cet électorat sont incompatibles avec celles de la *working class* blanche, par exemple sur le libre-échange. Dès le 23 janvier, Trump retirait par un simple memorandum exécutif les États-Unis du Partenariat Trans-Pacifique (TPP), l'accord de libre-échange signé par Obama avec 12 États des Amériques et de la zone Asie-Pacifique. En octobre 2016, l'enquête *American Values Survey* du PRRI montrait que 60 % des sondés de la *working class* blanche rejetaient les traités de libre-échange comme plutôt néfastes à cause des délocalisations et de la pression à la baisse sur les salaires. À l'inverse, les Blancs diplômés d'université bac +4, chez qui

38. Sondages Quinnipiac du 22 février 2017, disponible sur : <https://poll.qu.edu>, et du 23 mars 2017, disponible sur : <https://poll.qu.edu>. Dans le sondage du 23 mars, les sondés désapprouvaient à 61 % la version révisée du « Trump Ban » tandis que les Blancs de la *working class* continuaient à l'approuver à une courte majorité.

39. Public Religion Research Institute, « The Divide over America's Future: 1950 or 2050? », *American Value Survey 2017*, 2017, disponible sur : www.prri.org.

Trump a également prévalu, trouvaient les traités de libre-échange bénéfiques à une courte majorité. La décision de Trump lui valut paradoxalement le soutien des démocrates les plus à gauche, dont les sénateurs d'Ohio, de Pennsylvanie, du Wisconsin mais la désapprobation de beaucoup d'élus républicains dont, par exemple, le sénateur John McCain.

Cette dissension entre les majorités républicaines du Congrès et Trump devait s'accroître sur le dossier de l'Obamacare.

L'abrogation de l'Obamacare, symbole des contradictions

Un facteur d'unité républicaine

Un élément unificateur du discours de Trump et de ses différents électors était son positionnement anti-Obama. Parmi les électeurs désapprouvant fortement l'ancien président (33 %), Trump reçut 93 % de leurs suffrages selon les sondages de sortie des urnes. Et dans l'action politique d'Obama, son *Patient Protection and Affordable Care Act* (2010) d'assurance maladie (dit ACA ou « Obamacare ») put servir à Trump de point de ralliement. Les conservateurs sociaux issus de la droite chrétienne, tel le colistier de Trump, Mike Pence, dénonçaient les plans d'assurance maladie de l'Obamacare comme utilisant l'argent du contribuable pour financer des avortements. Les conservateurs fiscaux, comme le speaker républicain de la Chambre Paul Ryan, haïssaient l'Obamacare car il marquait une forte intervention de l'État pour réguler le marché des assurances sociales et guider les choix de l'individu. Ces deux factions furent donc réunies quand Trump se rallia pour l'élection générale à l'abrogation de l'Obamacare.

Quant à la *working class* blanche, en particulier des États industriels de la *Rust Belt*, elle était surtout mécontente des coûts accrus induits par les plans d'assurance maladie contractés sur les marchés régulés par l'Obamacare. Le *think tank* Kaiser Family Foundation a mené en décembre 2016 une série de sondages qualitatifs (*focus groups*) auprès d'électeurs de Trump au Michigan, en Pennsylvanie et en Ohio ayant contracté une assurance maladie avec l'ACA⁴⁰. Ils réclamaient tous un abaissement des primes d'assurance et des coûts à supporter personnellement. Mais ils attendaient de Trump l'amélioration d'Obamacare, non une pure abrogation.

40. J. Tolbert et L. Antonisse, « Listening to Trump Voters with ACA Coverage: What They Want in a Health Care Plan », Kaiser Family Foundation, Issue Brief, 22 février 2017, disponible sur : <http://files.kff.org>.

Cette contradiction majeure entre les parties de sa coalition électorale a ressurgi d'autant que Trump s'était engagé à abroger la loi Obamacare dès le premier jour de sa présidence⁴¹.

La coalition Trump se fracture

Le premier projet de loi construit par la majorité républicaine du Congrès, dit *American Health Care Act* (AHCA), reflétait le point de vue des conservateurs fiscaux et sociaux, représentants issus des districts peuplés de classes moyennes et classes supérieures blanches, et non de la *working class* rurale ou des petites villes industrielles. Les principales modifications apportées à l'Obamacare aboutissaient à une baisse massive de la couverture santé selon les calculs du Congressional Budget Office. Avec l'adoption de la loi AHCA, le nombre d'assurés diminuait de 14 millions d'ici 2018 et de 24 millions d'ici 2026 par rapport à une poursuite de la loi ACA⁴².

Conformément aux vœux des conservateurs fiscaux comme le speaker Ryan, cela résultait de la fin des subventions publiques offertes par l'Obamacare aux assurés pour financer leur plan de couverture. Ces dernières étaient remplacées par des crédits d'impôts recommandés par les partisans du « moins d'État ». Or, des travaux du *New York Times* et du *Los Angeles Times* prouvèrent que les électeurs ruraux et pauvres, pour lesquels les crédits d'impôts ne couvriraient pas entièrement la disparition des subventions publiques, se trouvaient très majoritairement dans des comtés ayant voté Trump⁴³.

L'échec de la première version de l'AHCA, qui ne fut pas présentée au vote malgré des amendements de dernière minute, est dû à la double opposition parlementaire des élus républicains modérés et des conservateurs radicaux du *Freedom Caucus* souhaitant une abrogation totale. Parmi les dix élus républicains modérés qui ont refusé de voter la mouture initiale de l'AHCA, on retrouve trois élus des districts qui ont voté Clinton, tout comme des représentants des États industriels de la *Rust Belt*.

41. Plus de détails sur : www.donaldjtrump.com.

42. Plus de détails sur : www.cbo.gov.

43. D'après le *New York Times*, ceux qui perdaient plus de 5 000 dollars dans le passage des subventions aux crédits d'impôts avaient voté Trump à 59 %. Voir : N. Cohn, « Trump Supporters Have the Most to Lose in the G.O.P. Repeal Bill », *New York Times*, 10 mars 2017, disponible sur : www.nytimes.com. Pour le *Los Angeles Times*, les comtés les plus touchés par la perte de subventions publiques se trouvent dans les États des Appalaches (Tennessee, Caroline du Nord) et de la *Rust Belt* (Pennsylvanie, Michigan) où les classes populaires blanches se sont particulièrement mobilisées pour Trump. Voir : N. L. Levey, « Trump Voters Would Be among the Biggest Losers in Republican's Obamacare Replacement Plan », *Los Angeles Times*, 12 mars 2017, disponible sur : www.latimes.com.

Ces Républicains modérés souhaitent une augmentation impérative des crédits d'impôts pour les plus bas revenus et les plus âgés.

Ceci résume le dilemme de Trump, écartelé entre un électorat populaire blanc auquel il a promis une protection sociale améliorée et des classes moyennes aisées traditionnellement républicaines, soucieuses de moindres dépenses publiques. Le vote *in extremis* – à une voix de majorité – d'une seconde version de l'AHCA par la Chambre le 4 mai 2017 n'a été possible que par un compromis entre Républicains modérés et *Freedom Caucus* – l'amendement MacArthur – qui semble pénaliser dans le futur la couverture santé des plus modestes⁴⁴.

Ce démantèlement en cours de l'Obamacare au détriment des plus modestes interroge sur la sincérité du programme populaire de Trump conçu pour les classes populaires blanches.

Trump, un conservateur classique au service du *big business* ?

Une présidence par décret au profit des grandes entreprises

Le bilan traditionnel des 100 jours de présidence de Trump a fait ressortir son usage historiquement élevé des actions exécutives (*executive actions*) et en particulier des décrets présidentiels (*executive orders*). Par rapport à ses prédécesseurs, Trump a signé presque trois fois plus de décrets présidentiels (30) que George W. Bush (11) pendant ses 100 premiers jours. Le recours à ces décrets peut s'expliquer par la fracture entre Trump et une partie de sa majorité parlementaire républicaine ne représentant pas les mêmes électeurs que lui, comme l'a démontré l'Obamacare. Mais ils permettent surtout d'incarner une promesse centrale de Trump : être un leader fort, qui fait bouger les choses rapidement à Washington.

Les actions exécutives reflètent aussi une orientation politique assez différente du discours identitaire et social porté durant la campagne dans les États industriels de la *Rust Belt* ou dans les Appalaches minières. Beaucoup des décrets et des mémorandums exécutifs présidentiels signés par Trump concernent en fait l'énergie et l'environnement. Ainsi, dès la première semaine de sa présidence, Trump a relancé la construction du pipeline Keystone XL qui doit amener les sables bitumineux canadiens vers

44. L'amendement MacArthur, du nom d'un représentant républicain du New Jersey, prévoit la possibilité pour les États d'abandonner l'obligation fédérale faite aux assureurs d'offrir une couverture santé au même prix, quel que soit l'état de santé de l'assuré.

le golfe du Mexique et du pipeline Dakota Access qui permettra l'exportation du pétrole de schiste du gisement de Bakken au Dakota du Nord.

Si ces constructions bloquées par l'administration Obama reprennent au nom de la croissance économique et des emplois créés, elles soulignent les conflits d'intérêts massifs présents dans l'administration Trump. Le constructeur du pipeline Dakota Access est le milliardaire Kelcy Warren et sa firme Energy Transfer Partners. Or, Warren a donné 103 000 dollars à la campagne de Trump et son comité commun avec le Parti républicain le Trump Victory Fund, puis 250 000 dollars à son comité d'inauguration. Et Trump a nommé comme secrétaire à l'Énergie Rick Perry, ancien gouverneur du Texas jusqu'en 2015, avant de devenir... administrateur de la firme Energy Transfer Partners.

La levée de fonds record de Trump⁴⁵ pour son comité d'inauguration permet de multiplier ces exemples de collusion entre politique environnementale de l'administration Trump et souhaits des grandes entreprises du secteur énergétique. Le 28 mars, Trump signait un décret présidentiel levant le moratoire sur la location des terres fédérales pour l'exploitation minière du charbon. Parmi les 47 milliardaires qui ont donné plus d'un million de dollars à l'inauguration de Trump, on note la présence de Christopher Cline, patron de Foresight Energy et plus grande fortune du charbon aux États-Unis⁴⁶.

La dérégulation, ligne directrice de l'administration Trump

Au-delà des conflits d'intérêts, l'une des seules actions réellement engagées par l'administration Trump jusqu'à présent semble être la dérégulation massive de l'économie au profit des entreprises. D'ailleurs, presque la moitié des lois du Congrès signées par Trump sont des mesures de dérégulation (13 sur 28) : suppression de la règle de confidentialité des données imposée aux fournisseurs d'accès internet, fin de l'obligation pour les entreprises contractantes du Pentagone ou de la NASA de rendre publiques leurs violations du droit du travail, etc.

45. D'après les données communiquées à la Commission électorale fédérale (FEC), Trump a reçu 107 millions de dollars pour son comité d'inauguration contre 53,2 millions pour Obama en 2009.

46. Données du *think tank* non partisan Center for Responsive Politics, disponible sur : www.opensecrets.org.

Quant aux décrets présidentiels, ils s'en prennent aux régulations de l'ère Obama dans tous les secteurs : finance (décret du 3 février ordonnant une révision de la réglementation bancaire de la loi Dodd-Frank⁴⁷), environnement (décret du 28 février ordonnant la fin de l'encadrement de la qualité de l'eau des torrents et zones humides par l'Agence fédérale de protection de l'environnement⁴⁸) ou encore fonctionnement de l'État (décret du 30 janvier ordonnant la suppression de deux réglementations pour toute nouvelle créée⁴⁹).

Cette politique de dérégulation tous azimuts unifie donc les différentes factions républicaines autour de Trump, d'autant qu'elle est soutenue par une suppression projetée d'emplois publics dans les ministères et agences publiques de contrôle. Ainsi, le projet de budget de Trump diminue de 31 % les crédits alloués à l'EPA et supprimerait 19 % de ses emplois. Par cette dérégulation, Trump réalise d'ailleurs le programme des gros donateurs industriels du Parti républicain qu'il entendait tenir à distance durant sa campagne. Et ces industries ont pu d'ailleurs soumettre au ministère du Commerce, à la demande du président Trump (mémorandum présidentiel du 24 janvier⁵⁰), les régulations qu'elles jugeaient les plus gênantes pour la production manufacturière. On retrouve parmi les 171 entreprises ayant répondu au département du Commerce Koch Industries, firme des frères Koch devenus les principaux donateurs conservateurs depuis 2009, pourtant tenus ostensiblement en lisière par Trump⁵¹.

47. « Presidential Executive Order on Core Principles for Regulating the United States Financial System », White House, Office Press Secretary, 3 février 2017, disponible sur : www.whitehouse.gov.

48. « Presidential Executive Order on Restoring the Rule of Law, Federalism, and Economic Growth by Reviewing the “Waters of the United States” Rule », White House, Office Press Secretary, 28 février 2017, disponible sur : www.whitehouse.gov.

49. « Presidential Executive Order on Reducing Regulation and Controlling Regulatory Costs », White House, Office Press Secretary, 30 janvier 2017, disponible sur : www.whitehouse.gov.

50. « Presidential Memorandum Streamlining Permitting and Reducing Regulatory Burdens for Domestic Manufacturing », White House, Office Press Secretary, 24 janvier 2017, disponible sur : www.whitehouse.gov.

51. Dans un tweet du 29 juillet 2015, Donald Trump déclarait : « J'aime beaucoup les frères Koch qui sont membres de mon club privé de Palm Beach. Mais je ne veux pas de leur argent ni rien d'autre d'eux. Ils ne peuvent influencer Trump. », disponible sur : <https://twitter.com>.

Conclusion

Le « phénomène Trump » a pris tous les observateurs politiques par surprise, l'élection à la présidence du milliardaire ayant semblé inconcevable d'abord par son inexpérience politique puis par une campagne chaotique accumulant les controverses. Pourtant, Donald Trump a réussi à faire passer un message nationaliste et identitaire fort à l'électorat blanc populaire du pays. Il a comblé les attentes de représentation politique de cet électorat par des engagements de réindustrialisation et de restauration éthique et par un discours fortement hostile à l'immigration.

Mais les premiers mois de la présidence Donald Trump avivent les questions sur son identité politique profonde. Élu grâce au ralliement d'une partie de la *working class* blanche industrielle de la *Rust Belt*, séduite par son discours protectionniste alors qu'elle avait pu voter Obama, Trump peine à concrétiser les promesses faites sur la défense de cet électorat populaire blanc. Certes, Trump s'est heurté aux contre-pouvoirs judiciaires sur ses décrets à propos de l'immigration. Mais la politique résolument favorable aux grandes entreprises menée depuis le 20 janvier interroge sur la sincérité du discours *working class* porté par Trump, par rapport à la doctrine conservatrice traditionnelle pour les Républicains depuis Reagan.

Le prix Nobel d'économie Paul Krugman, partisan d'Hillary Clinton durant l'élection, défend ainsi la thèse selon laquelle Trump aurait délibérément masqué le contenu favorable aux plus hauts revenus et aux grandes entreprises par un discours populiste de façade⁵². Si Trump semble avoir déjà perdu l'électorat indépendant⁵³, la *working class* blanche continue, pour l'instant, d'approuver Trump dans son ensemble. Dans une étude commune de Gallup et l'*American Communities Project* de l'université George Washington⁵⁴, les comtés ruraux, blancs et pauvres restent le principal socle de sa présidence avec 64 % d'approbation après

52. P. Krugman, « Populism: Real and Phony? », *New York Times*, 23 décembre 2016.

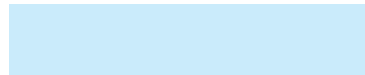
53. Chez les Indépendants, dans le baromètre quotidien Gallup, le pourcentage d'approbation de Trump président est passé en moyenne hebdomadaire de 42 à 31 % entre fin janvier et fin mai 2017. Plus de détails sur : www.gallup.com.

54. D. Chinni, « Near 100-Day Mark, Trump Approval Exposes Fragmented USA », Gallup.com, 28 avril 2017. Voir le site de l'*American Communities Project* pour leur méthodologie et leur définition des régions socio-démographiques étatsuniennes.

100 jours de présidence. Mais on note déjà une hésitation de la *working class* ouvrière des zones périurbaines de la *Rust Belt* et du Midwest – comme le comté Macomb du Michigan. Trump n’y est plus approuvé que par 48 % des sondés par Gallup. Si jamais les « cols-bleus » devaient s’éloigner de Trump, sa présidence serait durablement compromise.

La collection *Potomac Papers*

- Corentin Sellin, « Trump et l'électorat populaire blanc », n° 29, septembre 2016.
- Maya Kandel, « Obama face au terrorisme : chronique d'un échec ? », n° 28, septembre 2016.
- Anne Deysine, « Les nominations à la Cour suprême, enjeu des élections de 2016 », n° 27, juin 2016.
- Éric Rouby et Adrien Schu, « Présidentielles 2016 : le Parti républicain et la politique étrangère », n° 26, avril 2016.
- Renaud Beauchard, « Entre citoyenneté et classe moyenne : les défis du futur président », n° 25, février 2016.
- Marie-Cécile Naves, « Le programme économique des Républicains, quelles idées pour 2016 ? », n° 24, janvier 2016.
- Laurence Nardon, « Comment votent les Américaines ? », n° 23, septembre 2015.
- Jeffrey Mankoff, « U.S.-Russia Relations: the Path Ahead After the Crisis », n° 22, décembre 2014.
- Éric Gatefin, « *Homeland*, une série de l'ère Obama », n° 21, septembre 2014.
- Olivier Sichel, « L'échiquier numérique américain. Quelle place pour l'Europe ? », n° 20, septembre 2014.
- Laurence Nardon, « Réduire la taille des portions, les guerres alimentaires aux États-Unis », n° 19, juillet 2014.
- Guy Hervier, « Ohio : la renaissance ? », n° 18, octobre 2013.
- Aurélie Godet, « La crise idéologique du Parti républicain », n° 17, juin 2013.
- Gabrielle Durana, « États-Unis : le rôle de l'État dans le soutien à l'innovation », n° 16, avril 2013.
- Herman Schwartz, « Don't Bank on Change: Finance and Regulatory Reform in the U.S. », n° 15, septembre 2012.
- Anne-Lorraine Bujon, « L'irrésistible ascension des mormons américains », n° 14, juin 2012.
- Anne Deysine, « Argent et élections aux États-Unis : la campagne de 2012 », n° 13, juin 2012.
- Nicol C. Rae, « The Democratic Party under Obama and Beyond », n° 12, mars 2012.
- Gilbert N. Kahn, « Jewish Activism in the United States: Is J Street a Passing Phenomenon? », n° 11, février 2012.
- Laurence Nardon, « Le conservatisme texan », n° 10, janvier 2012.
- Navtej S. Dhaliwal, « U.S. Demographics: the Hispanic Boom », n° 9, septembre 2011.
- Yves-Marie Péréon, « L'anti-environnementalisme, nouveau thème des conservateurs américains », n° 8, septembre 2011.
- Gabrielle Durana, « La Californie en 2011, entre dynamisme et entraves », n° 7, juin 2011.
- Larry J. Sabato, « Where Now for Obama? », n° 6, janvier 2011.



ifri

institut français
des relations
internationales

